

(24)

(N.º 1490.) *LOI relative aux contributions indirectes de l'an XI.*

Du 14 Floréal.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS, BONAPARTE, premier Consul, PROCLAME loi de la République le décret suivant, rendu par le Corps législatif le 14 floréal an X, conformément à la proposition faite par le Gouvernement le 6 dudit mois, communiquée au Tribunat le lendemain.

DÉCRET.

TITRE PREMIER.

Prorogation des contributions indirectes.

ART. I.º Les contributions indirectes perçues en l'an X sont prorogées pour l'an XI, avec les modifications et d'après les dispositions contenues aux titres suivans.

TITRE II.

De la poste aux lettres.

II. Les lettres au-dessous du poids de six grammes, seront taxées du port fixé par l'article I.º de la loi du 27 frimaire an VIII.

III. La lettre du poids de six grammes, et jusqu'au poids de huit grammes exclusivement, paiera un décime en sus du port simple.

La lettre du poids de huit grammes, et jusqu'à dix grammes inclusivement, paiera une fois et demie le port.

La lettre ou paquet au-dessus du poids de dix grammes, et jusqu'à quinze grammes exclusivement, paiera deux fois le port de la lettre simple.

La lettre ou paquet du poids de quinze à vingt grammes exclusivement, paiera deux fois et demie le

(25)

(N.º 1490.) Gesetz, betreffend die indirecten Steuern des Jahrs XI.

Vom 14ten Floreal.

Im Namen des Frankenvolks, Bonaparte, erster Consul, ruft aus als Gesetz der Republik, folgendes Decret, erlassen vom gesetzgebenden Corps den 14ten Floreal Jahr X, dem von der Regierung am 6ten besagten Monats gemachten Vorschlag gemäß, als welcher dem Tribunat den folgenden Tag mitgetheilt worden.

Decret.

Erster Titel.

Verlängerung der indirecten Steuern.

Erster Artikel. Die im Jahr X bezogenen indirecten Steuern sollen für das Jahr XI, mit den Abänderungen und nach den Verfügungen, die in folgenden Titeln enthalten sind, verlängert seyn.

Titel II.

Von der Briefpost.

II. Die Briefe unter sechs Grammen wiegend, sollen mit dem Porto taxirt werden die durch den Isten Artikel des Gesetzes vom 27sten Frimaire Jahr VIII festgesetzt sind.

III. Der Brief des Gewichts von sechs Grammen und bis auf acht Grammen ausschließlich, soll einen Decim über das einfache Porto bezahlen.

Der Brief von acht Grammen und bis auf zehn Grammen einschließlic, soll anderthalbmal das Porto bezahlen.

Der Brief oder das Paket von mehr als zehn Grammen Gewichts und bis auf fünfzehn Grammen ausschließlich, soll zweifach das Porto des einfachen Briefes bezahlen.

Der Brief oder Paket von fünfzehn bis zwanzig Grammen ausschließlich, soll dritthalbmal das Porto bezahlen; und so fort,

(26)

port ; et ainsi de suite , la moitié du port en sus par chaque poids de cinq grammes.

Toutes les fois que le poids des lettres ou paquets donnera lieu à une fraction de cinq centimes , il sera ajouté cinq centimes pour parvenir à la taxe en décimes , conformément à l'article V de la loi du 27 frimaire an VIII.

En conséquence les articles VI et VII de la loi du 27 frimaire an VIII , concernant la taxe des lettres et paquets , sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions ci-dessus.

IV. A mesure qu'il sera conclu de nouvelles conventions avec les offices étrangers , la taxe des lettres de et pour l'étranger sera perçue , savoir , sur les lettres partant de l'intérieur de la République , selon les progressions de la présente loi et celles non abrogées de la loi du 27 frimaire an VIII ; et sur les lettres arrivant de l'étranger , selon les précédentes lois , et proportionnellement aux prix perçus chez l'étranger sur les lettres de la République.

Le Gouvernement pourra déterminer plus particulièrement , dans la forme établie pour les réglemens d'administration publique , les taxes de départ et celles d'arrivée , selon les circonstances et la nature des conventions.

V. L'article XII de la loi du 27 frimaire an VIII est applicable aux lettres destinées pour l'Angleterre , l'Écosse et l'Irlande , pour le passage de mer de Calais à Douvres , et réciproquement.

TITRE III.

DOUANES.

Contribution destinée à l'entretien des ports.

VI. A compter de la promulgation de la présente loi , il sera perçu , dans tous les ports de la République , une contribution dont le produit sera exclusivement affecté aux dépenses d'entretien et réparations des ports.

(27)

lanner die Hälfte Porto mehr für jedes Gewicht von fünf Grammen.

So oft das Gewicht der Briefe oder Pakete zu einem Bruch von fünf Centimen Anlaß giebt , sollen fünf Centimen zugesügt werden um die Decimen-Taxe zu erreichen , gemäß dem Artikel V des Gesetzes vom 27sten Frimaire Jahr VIII.

Dem zufolge sind die Artikel VI und VII des Gesetzes vom 27sten Frimaire Jahr VIII , die Brief- und Paketen-Taxe betreffend , insoweit sie obigen Verfügungen zuwider sind , abgeschafft.

IV. So wie man neue Uebereinkünfte mit den fremden Aemtern treffen wird , soll die Taxe der Briefe von und für das Ausland bezogen werden , nemlich , auf die aus dem Innern der Republik kommenden Briefe , nach den Progressionen gegenwärtigen Gesetzes und denjenigen des Gesetzes vom 27sten Frimaire Jahr VIII welche nicht aufgehoben sind ; und auf die aus der Fremde anlangenden Briefe , nach den vorherigen Gesetzen , und verhältnismäßig mit den Preisen die bei den Ausländern auf die Briefe der Republik bezogen werden.

Die Regierung soll noch genauer , die Abgangs- und Ankunfts-Taxen , je nach den Umständen und der Natur der Uebereinkünfte , in der für die Verordnungen der Staats-Verwaltung eingeführten Form , bestimmen können.

V. Der Artikel XII des Gesetzes vom 27sten Frimaire Jahr VIII ist anzuwenden auf die Briefe die für England , Schottland und Irland , für die Ueberfahrt des Meers von Calas nach Douvres bestimmt sind.

TITEL III.

Zollhäuser.

Steuer zum Unterhalt der Häfen.

VI. Von Verkündigung des gegenwärtigen Gesetzes anzurechnen , soll in allen Häfen der Republik eine Steuer erhoben werden , deren Ertrag den Unterhalts- und Ausbesserungs-Kosten der Häfen ausschließlich gewidmet seyn soll.

(28)

VII. Cette contribution sera égale à la moitié du droit de tonnage : elle sera perçue de la même manière que ce droit.

VIII. Il sera tenu un état du produit de la contribution dans chaque port : ce produit sera employé au profit du port dans lequel il aura été perçu.

TITRE IV.

ENREGISTREMENT.

Droits sur les bacs et sur les ponts.

IX. Le Gouvernement, pendant la durée de dix années, déterminera, pour chaque département, le nombre et la situation des bacs ou bateaux de passage établis ou à établir sur les fleuves, rivières ou canaux.

X. Le tarif de chaque bac sera fixé par le Gouvernement, dans la forme arrêtée pour les réglemens d'administration publique.

XI. Le Gouvernement autorisera, dans la même forme, et pendant la même durée de dix années, l'établissement des ponts dont la construction sera entreprise par des particuliers : il déterminera la durée de leur jouissance, à l'expiration de laquelle ces ponts seront réunis au domaine public, lorsqu'ils ne seront pas une propriété communale. Il fixera le tarif de la taxe à percevoir sur ces ponts.

TITRE V.

ADMINISTRATION FORESTIÈRE.

De la pêche.

XII. A compter du 1.^{er} vendémiaire prochain, nul ne pourra pêcher dans les fleuves et rivières navigables, s'il n'est muni d'une licence, ou s'il n'est adjudicataire de la ferme de la pêche, conformément aux articles suivans.

XIII. Le Gouvernement déterminera les parties des

(29)

VII. Diese Steuer soll der Hälfte der Ladungs-Gebühr gleich seyn : sie soll auf die nemliche Weise wie diese Gebühr bezogen werden.

VIII. Es soll ein Verzeichnis vom Ertrag der Steuer in jedem Hafen gehalten werden : dieser Ertrag soll zum Nutzen des Hafens worin er bezogen wird, angewandt werden.

T i t e l I V.

Registrierwesen.

Gebühr von den Fahren und Brücken.

IX. Die Regierung, während zehen Jahren, soll für jedes Departement, die Zahl und Situation der Fahren oder Ueberseß-Schiffe, welche auf den Strömen und Flüssen oder Canälen anzulegen oder anzulegen sind, bestimmen.

X. Der Tarif jeden Fahren soll von der Regierung, in der Form welche für die Verordnungen der Staats-Verwaltung beschlossen ist, festgesetzt werden.

XI. Die Regierung soll, in der nemlichen Form, und während der nemlichen Zeit von zehen Jahren, die Errichtung der Brücken autorisiren, deren Erbauung von den Privatpersonen unternommen worden : sie soll die Dauer ihres Genusses bestimmen, nach deren Verfluß diese Brücken zum Staats-Domän geschlagen werden sollen, wenn sie nicht ein Gemeinde-Eigenthum sind. Sie soll den Tarif der auf diesen Brücken zu erhebenden Taxe festsetzen.

T i t e l V.

Forst-Verwaltung.

Von dem Fischfang.

XII. Vom 1sten kommenden Vendémiaire anzurechnen, soll keiner in den schiffbaren Strömen und Flüssen fischen dürfen, wenn er nicht eine Erlaubnis auf sich trägt, oder wenn er nicht die Pacht des Fischfangs an sich gezogen, den folgenden Artikeln gemäß.

XIII. Die Regierung soll diejenigen Theile der Ströme und

fleuves et rivières où il jugera la pêche susceptible d'être mise en ferme, et il réglera pour les autres les conditions auxquelles seront assujettis les citoyens qui voudront y pêcher moyennant une licence.

XIV. Tout individu qui, n'étant ni fermier de la pêche, ni pourvu de licence, pêchera dans les fleuves et rivières navigables, autrement qu'à la ligne flottante et à la main, sera condamné,

- 1.° A une amende qui ne pourra être moindre de cinquante francs ni excéder deux cents francs;
- 2.° A la confiscation des filets et engins de pêche;
- 3.° A des dommages-intérêts envers le fermier de la pêche, d'une somme pareille à l'amende.

L'amende sera double en cas de récidive.

XV. Les délits seront poursuivis et punis de la même manière que les délits forestiers.

XVI. Les gords, barrages et autres établissemens fixes de pêche, construits ou à construire, seront pareillement affermés, après qu'il aura été reconnu qu'ils ne nuisent point à la navigation, qu'ils ne peuvent produire aucun atterrissement dangereux, et que les propriétés riveraines n'en peuvent souffrir de dommage.

XVII. La police, la surveillance et la conservation de la pêche, seront exercées par les agens et préposés de l'administration forestière, en se conformant aux dispositions prescrites pour constater les délits forestiers.

XVIII. Les fermiers de la pêche pourront établir des gardes-pêche, à la charge d'obtenir l'approbation du conservateur des forêts, et de les faire recevoir comme les gardes forestiers.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires du Corps législatif. A Paris, le 14 Floréal, an X de la République française. Signé LOBJOY, président; THEVENIN, BOËRY, SAURET, DELPIERRE, secrétaires.

SOIT la présente loi revêtue du sceau de l'État,

flüsse bestimmen, wo sie die Fischerei einer Verpachtung empfindlich erachtet, und soll für die andern die Bedingnisse regliren, denen die Bürger welche mittelst Erlaubnis fischen wollen, unterworfen seyn sollen.

XIV. Jedes Individuum welches, ohne weder Fischpächter zu seyn noch einen Erlaubnisschein zu haben, in den schiffbaren Strömen und Flüssen anders als mit der Angelruthe fischen wird, soll condemnirt werden,

- 1.° Zu einer Geldbusse die nicht unter fünfzig Francs seyn noch über zwei hundert Francs gehen darf;
- 2.° Zur Confiscation der Fischergarne;
- 3.° Zur Schadenergütung gegen den Fischerpächter, von einer Summe die der Geldbusse gleich sei.

Im Wiederbetreffungs-Fall soll die Geldbusse doppelt seyn.

XV. Die Vergehungen sollen auf die nemliche Weise wie die Forstfrevel verfolgt und bestraft werden.

XVI. Die Netzpfähle, Schließwerke und andre bleibende Fischer-Anstalten die erbaut oder zu erbauen sind, sollen gleichfalls verpachtet werden, nachdem man erkannt, daß sie nicht der Schifffahrt schädlich sind, und keinen gefährlichen Grundansatz verursachen können, wie auch daß die Stand-Eigenthümer keinen Schaden dadurch erleiden.

XVII. Die Polizei, die Aufsicht und Bewahrung der Fischerei sollen von den Agenten und Vorstehern der Forst-Verwaltung ausgeübt werden, und haben sie dabei die Verfügungen zu beobachten, welche zur Bekräftigung der Forst-Verbrechen vorgeschrieben sind.

XVIII. Die Pächter des Fischfangs sollen Fischerhüter anstellen können, mit dem Beding daß sie die Genehmigung des Forst-Bewahrers dazu erlangen, und sie gleich den Forsthütern aufnehmen lassen.

Mit der Urschrift versehen, von uns dem Präsident und den Secretären des gesetzgebenden Corps. Zu Paris, den 14ten Floreal, Jahr X der französischen Republik. Unterschrieben L o b j o y, Präsident; T h e v e n i n, B o è r y, S a u r e t, D e l p i e r r e, Secretäre.

n Corps. Zu Paris, evenin, Boëry,

Werde gegenwärtiges Gesetz mit dem Staats-Insigel beklei-

(32)

insérée au Bulletin des Lois, inscrite dans les registres des autorités judiciaires et administratives, et le ministre de la justice chargé d'en surveiller la publication. A Paris, le 24 Floréal, an X de la République.

Signé BONAPARTE, *premier Consul*. Contre-signé, le secrétaire d'état, HUGUES B. MARET. Et scellé du sceau de l'Etat.

Vu, le ministre de la justice, signé ABRIAL.

(N.° 1491.) LOI qui détermine un nouveau mode pour la vente des fonds ruraux appartenant à la nation.

Du 15 Floréal.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS, BONAPARTE, premier Consul, PROCLAME loi de la République le décret suivant, rendu par le Corps législatif le 15 floréal an X, conformément à la proposition faite par le Gouvernement le 6 dudit mois, communiquée au Tribunat le lendemain.

DÉCRET.

ART. I.° La vente des fonds ruraux appartenant à la nation, non réservés par la loi du 30 ventôse an IX, continuera d'avoir lieu par la voie des enchères, suivant les formes prescrites par la loi du 16 brumaire an V.

II. La mise à prix desdits fonds est fixée à dix fois le revenu de 1790.

III. Dans le cas où il y aurait des maisons ou bâtimens dépendans de ces fonds, qui ne seraient point nécessaires à l'exploitation, ils seront estimés séparément en capital, valeur de 1790, et le montant de leur estimation sera ajouté à la mise à prix.

IV. Ladite mise à prix sera en outre augmentée de dix pour cent, lesquels tiendront lieu de l'intérêt du prix de la vente, du paiement duquel les adjudicataires seront dispensés pour tout le temps du crédit qui leur est accordé par l'article suivant.

(33)

det, ins Gesetz-Register gerückt, auf die Register der Gerichts- und Verwaltungs-Gewalten eingeschrieben, und der Minister der Gerechtigkeitspflege beauftragt, auf die Verkündigung desselben Acht zu haben. Zu Paris, den 24sten Floreal, Jahr X der Republik.

Unterschieden Bonaparte, erster Consul. Gegenüber, der Staats-Secretär, Hugues B. Maret. Und mit dem Staats-Inselgel besiegelt.

Visiert, der Justizminister, unterschrieben Abrial.

(N.° 1491.) Gesetz, welches eine neue Weise bestimmt um die der Nation gehörigen Feldgüter zu verkaufen.

Vom 15ten Floreal.

Im Namen des Frankenvolks, Bonaparte, erster Consul, ruft aus als Gesetz der Republik, folgendes Decret, erlassen vom gesetzgebenden Corps den 15ten Floreal Jahr X, auf den von der Regierung gemachten Vorschlag vom 6ten besagten Monat, welcher des folgenden Tages dem Tribunat mitgetheilt worden.

Decret.

Erster Artikel. Der Verkauf der Feldgründe welche der Nation gehören und nicht durch das Gesetz vom 30sten Ventose Jahr IX, vorbehalten worden, soll fernerhin mittelst Versteigerung, nach den Formen die das Gesetz vom 16ten Brumaire Jahr V vorgeschrieben, statt finden.

II. Der Preisansatz besagter Gründe ist auf zehnmal das Einkommen von 1790 festgesetzt.

III. Falls von diesen Gründen Häuser oder Gebäude abhengen welche nicht zur Nutzung nöthig wären, sollen sie besonders an Capital, Wert von 1790, abgeschätzt, und der Betrag ihrer Abschätzung ihrem Preisansatz beigefügt werden.

IV. Besagter Preisansatz soll mit zehen vom Hundert vermehrt werden welche den Zins des Kaufpreises vorstellen, von dessen Zahlung die Steigerer für die ganze Creditzeit, welche ihnen folgender Artikel zugestehet, entübracket seyn werden.